

Aff N°: 2581850.1

N° chrono: 6

Date: 04/07/25

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

DESAMIANPAGE ET DECONSTRUCTION D'UN HANGAR PIERRE BENITE (69)



MAITRE D'OUVRAGE

DIRCE/SREXLYON/CGR
228 rue Garibaldi
69446 LYON CEDEX 03

Maître d'ouvrage délégué

DIRCE/SREXLYON/CGR
228 rue Garibaldi
69003 LYON
France

Maître d'oeuvre

ANTEA AGENCE RHÔNE ALPES MÉDITERRANÉE
Parc du Lyonnais
392 Rue des Mercières
69140 RILLIEUX LA PAPE
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON
EST
THIBAUT SYLVAIN
5 Rue Alice Guy Blaché
69800 ST PRIEST

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON
EST
THIBAUT SYLVAIN
5 Rue Alice Guy Blaché
69800 ST PRIEST

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	07/03/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	4
2	Aucun	04/07/25	PGC Final remis au Maître d'ouvrage	6

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
Chute de hauteur de plus de 3 m.	<ul style="list-style-type: none"> ■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ... ■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2) ■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...
Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ... ■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ... ■ sols mouvants, fosses, silos, ...
Risques électriques : <ul style="list-style-type: none"> ■ contact avec des pièces nues sous- tension > à la TBT (50V. alternatif) ■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ rappels (alternatif) : HTA < 50 KV - HTB > 50 KV ■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension ■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués ■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ... ■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ... ■ travaux en façade d'immeuble
Retrait ou confinement d'amiante friable	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation ■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier ■ travaux de retrait avant démolition ■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...
Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)
Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ démolition totale ou partielle d'ouvrage ■ réhabilitation totale ou partielle
Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail ■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.
Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres	<ul style="list-style-type: none"> ■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.
Reprise en sous-œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre ■ voir article R.4534-26 du code du travail
Travaux exposant à des radiations ionisantes	<ul style="list-style-type: none"> ■ radiographies de soudures, rayons X, etc.
Risques de noyade	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...
Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ... ■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression > 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)
Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail
Usage d'explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux publics - démolitions d'immeubles
Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> ■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	7
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS	9
2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT	9
3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	10
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	10
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	20
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	20
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	22
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	25
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	26
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	27
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	29
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	30
5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	43
5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	43
6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	44
6.1. ORGANISATION DES SECOURS	44

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	48
7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	48
8. ANNEXES	52
8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	52
8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	56
8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	56
8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	56
8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	56
8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	56
8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	56
8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	57

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

DESAMIANPAGE ET DECONSTRUCUTION D'UN HANGAR - PIERRE BENITE (69)

Descriptif de l'opération :**Centre d'entretien et d'intervention de Pierre Bénite / 59 chemin d'Yvours 69310 PIERRE BENITE**

Désamiantage et déconstruction d'un hangar

- d'un hangar de stockage de matériel d'une surface au sol d'environ 340 m2
 - du matériel stocké dans le hangar.
 - d'un modulaire adjacent d'une surface au sol d'environ 20 m2
 - des terres polluées situées autour du hangar d'une superficie d'environ 120 m2.
- Particularité du site : continuité de service et d'exploitation du site en charge du réseau routier de jour comme de nuit sur toute la durée de l'opération.

Calendrier :

Date début des travaux : SEPTEMBRE 2025

Durée totale des travaux : 3 MOIS

Planning - Phasage de l'opération :

Selon calendrier chantier .

Planning - Phasage de l'opération :

- Plan de retrait
- Instruction du plan de retrait
- Installation de chantier
- Curage préalable
- Désamiantage Curage final
- Evacuations des déchets
- Déconstruction
- Démolition des fondations
- Evacuation des gravats
- Terrassement et nettoyage Repli des installations

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 4

Effectif pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2 Mode de consultation

Marché à procédure adaptée

Entreprise générale

Marché à procédure adaptée

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.


2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS



2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
52	DISPOSITIONS PARTICULIERES A PRENDRE - MISE A NIVEAU DES MESURES DE COORDINATION SPS Dispositions à prendre par le maître d'oeuvre Protections collectives pour les accès en toiture	ENTREPRISE GENERALE		Avant interv.


3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'oeuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Identification des entreprises</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p>	<p>Durée chantier</p>
				
45	<p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p> <p>Les compagnons devront avoir le logo de leur entreprise sur la tenue de travail</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>


	Clôture de chantier			
				
53	<p>Mettre en place une clôture de chantier PANNEAUX PLEIN ET OPAQUE SUR SOCLE BETON , pour la durée totale des travaux, (selon nécessité) afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p><u>Caractéristiques générales</u></p>	ENTREPRISE GENERALE	ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
1	<p>1. Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRES seront mis en place au niveau des portes d'accès , ainsi qu'au niveau des zones de stockage des matériaux.</p>		ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



76	<p>Emploi de salariés détachés</p> <p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u> L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 : - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</p> <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</u> Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre : - une copie de cette déclaration; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
7	<p>Fournisseurs - Livreurs</p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu. Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué. Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
16	<p>Déclaration de sous-traitants</p> <p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
101	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Les seules personnes autorisées à accéder au chantier sont : - le personnel des entreprises, leurs sous-traitants agréés, leurs fournisseurs, livreurs ou prestataires, - la maîtrise d'œuvre et les bureaux d'études et de contrôle (architecte, maître d'œuvre, économiste, BET, contrôleur technique, coordonnateur SPS ...) - le maître d'ouvrage et les personnes qu'il aura agréées - les représentants des organismes de prévention (inspection du travail, CARSAT, OPPBTP) Tout intervenant sur le chantier devra être équipé des EPI nécessaires (casques, chaussures de sécurité ...)</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier



122	DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise. Horaire ouverture chantier	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
				
96	La plage horaire de travail est : 07h30-18H00 du Lundi au Vendredi.(à confirmé par la MOA)	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Toutes entrep.	Durée chantier

3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace. Organisation générale <u>Projet de plan d'installation de chantier</u>	ENTREPRISE GENERALE	ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
120	Préciser sur un plan d'installation de chantier : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier 2. Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. 3. L'emplacement des clôtures de chantier. 4. Les accès au chantier. 5. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. 6. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. 7. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. 8. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. 9. Les zones de stockage par type de matériaux. 10. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.). 	Maître d'oeuvre	ENTREPRISE GENERALE Maître d'oeuvre	Ph. préparation

49	<u>Listing des entreprises, MOA, MOE, CSPS</u> Une liste des entreprises, MOA, MOE, CTC, CSPS avec le nom et le numéro de téléphone sera affichée au niveau de la base vie	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
26	CLOTURE DE CHANTIER Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS. Panneau de chantier	ENTREPRISE GENERALE	ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
18	Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique	ENTREPRISE GENERALE	ENTREPRISE GENERALE	avant début des travaux
90	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5). Plateforme de cantonnement L'implantation du cantonnement est défini Aire de stationnement des véhicules salariés du chantier A définir sur le PIC <ul style="list-style-type: none"> Aucun stationnement ne sera permis sur la voirie ! A l'intérieur du chantier Le parking sera exclusivement réservé aux compagnons travaillant sur le chantier dans la zone défini au PIC	Maître d'oeuvre	ENTREPRISE GENERALE	Durée chantier
4		Maître d'oeuvre	ENTREPRISE GENERALE	Avant interv.
132			Tous interv.	Durée chantier
68			Toutes entrep.	Durée chantier
56	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES PROPREMENT DIT Réseau EU Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage, du cantonnement, se raccorder à l'existant		ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


14	<p>BRANCHEMENTS PROVISOIRES</p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'ouvrage et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</p> <p>> L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre.</p> <p>Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité.</p> <p>> Une copie du procès-verbal de réception est à envoyer au CSPS.</p> <p>> Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>> Transmettre les habilitations électriques des compagons au CSPS</p>		ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</p> <p>Branchements</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>			
				
75	<p>Chaque entreprise devra le complément d'éclairage de ses postes de travail si nécessaire</p> <p>Le matériel sera en bon état et adapté aux conditions d'interventions.</p> <p>Il sera recommandé d'utiliser des éclairages de chantier de type projecteur à LED</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	durée du chantier
	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p>			
				



20	<p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, - prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement, - différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...), - prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée. <p>Installations communes de vie collective</p> <p><u>Sanitaires</u></p>		ENTREPRISE GENERALE	Durée chantier
				
117	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique.</p> <p>Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p><u>Salle de Réunion</u></p>		ENTREPRISE GENERALE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
60	<p>Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables.</p> <p>Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.</p>		ENTREPRISE GENERALE	Durée chantier

	<u>Vestiaires</u>			
				
9	<p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p>Deux armoires individuelles par compagnon: l'une pour les vêtements de ville, l'autre pour les vêtements de travail. Si nécessaire prévoir des locaux séparés pour le personnel féminin</p> <p><u>Réfectoire</u></p>	ENTREPRISE GENERALE		Durée chantier
	 <p>RÉFECTOIRE</p>			
92	<p>Le réfectoire (dimensionné pour l'effectif de pointe) comprendra en particulier les tables et chaises en nombre suffisant.</p> <p>Un appareil permettant de réchauffer les aliments doit y être installé, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>> le réfectoire sera équipé de système de chauffage en nombre suffisant pour maintenir la surface à une température supérieure à 18°C en hiver > le réfectoire sera équipé d'un système de climatisation d'une capacité suffisante pour rafraichir les locaux lors des canicules. > points d'eau > extincteurs...</p> <p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p>	ENTREPRISE GENERALE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
19	<p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, ...) sera nettoyé quotidiennement .</p> <p>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure</p> <p>Une feuille d'émargement sera affichée au niveau de la base vie afin que la société de nettoyage puisse viser son passage</p>			Durée chantier

36	Cantonnement installé dans les locaux existants <u>Amiante, plomb, etc...</u> Pour les locaux où seront installés les cantonnements, obtenir en préalable les diagnostics nécessaires (amiante, plomb, etc.), s'il s'agit de bâtiments dont le permis de construire est antérieur au premier juillet 1997. Faire enlever, isoler ou encoffrer les matériaux dangereux (plomb, amiante, etc.) ou friables et faire réaliser des contrôles libératoires avant installation des cantonnements.			Ph. préparation
84	MOYENS COMMUNS PREVUS L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.		Toutes entrep.	Durée chantier



3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT			
				
57	Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Toutes entrep.	avant début des travaux
110	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec les exploitants concernés, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier


	Gaz : réseaux enterrés			
				
104	<p>Si des Réseaux de gaz se trouvaient à proximité des locaux:</p> <p>Faire mettre en place un repérage visuel de type filet de chantier ou tout autre moyen permettant une identification efficace de la zone</p>	<p>Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage</p>		avant début des travaux
17	<p>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</p> <p>Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier. Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.</p> <p>Canicule <u>Plan canicule</u></p>	<p>Tous interv. Toutes entrep.</p>	<p>Tous interv. Toutes entrep.</p>	Durée chantier
				
115	voir consignes en annexe	Toutes entrep.	Toutes entrep.	durée canicule

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT


4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
12	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 . Interférences <u>Engin / engins ou véhicules</u>	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
				
59	Avant le début du chantier: > Faire transmettre au CSPS les vérifications des engins de chantier > Faire transmettre au CSPS les autorisations de conduite des compagnons	Entrep. concernée	Entrep. concernée	durée des travaux
77	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés. Fouilles - Tranchées	ENTREPRISE GENERALE	Entrep. concernée	Durée chantier
				

125	Lorsque des personnes sont amenées à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis en place de type passerelle.	ENTREPRISE GENERALE		Durée chantier
102	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</p> <p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p> <p>Echafaudage commun</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée interv.
				
93	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées <p>>La convention de prêt mise en place entre les différentes entreprises devra être suivie par des formations sécurité au travail sur échafaudage</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES				
				
79	<p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
58	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	ENTREPRISE GENERALE		Durée chantier


4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
73	<p>UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p> <p>Utilisation engins de levage</p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
				
114	<p>Lors de l'utilisation d'engins de levage:</p> <ul style="list-style-type: none"> > fournir VGP de l'appareil qui va être utilisé au CSPS > fournir autorisation de conduite au CSPS 	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	avant intervention
3	<p>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier

	Chute de la charge			
				
99	<ul style="list-style-type: none"> > Approvisionnement géré avec un compagnon de manoeuvre > Délimitation de la zone de déchargement > Pas de survol de compagnons avec une charge 	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES			
				
103	<p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p> <p>Aide à la manutention (grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
25	<ul style="list-style-type: none"> > Privilégier des moyens d'aide à la manutention manuelle (transpalette électrique, diable, chariot élévateur, palan, chariot à roulette ...) tout cela pour diminuer le risque port de charges lors des approvisionnements des matériaux > L'utilisation d'un monte matériaux peut être envisagé et la mise en place d'un camion équipé de bras articulé pour la manutention des matériaux pour la charpente, couverture 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

129	conditionnement des matériaux et matériels Utiliser des matériaux conditionnés de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus. Utiliser les emballages "petit calibre" recommandés par la CARSAT.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
-----	---	----------------	----------------	----------------

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
74	APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : <ul style="list-style-type: none"> La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux. Livraisons - Approvisionnements	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
105	Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison. Un document harmonisé des organisations de livraisons (DHOL) sera annexé dans le PGC. Le DHOL est le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons. Il est issu d'une recommandation de la CNAM. Ce document permet de préparer les livraisons en toute sécurité et notamment la coordination entre les différentes entreprises.	Maître d'œuvre	Toutes entrep.	Durée chantier

62	Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation du stockage des matériels: Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage. Elles seront délimitées au moyen de barrières HERAS ou tout autre moyen permettant une sécurisation de la zone, signalées avec des panneaux de chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	STOCKAGES Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques <u>Entreposage, stockage de substances dangereuses (FDS)</u>			
				
35	Le stockage de produits dangereux pour la santé selon le code du travail est à planifier avec le maître d'ouvrage. Toutes les informations relatives aux conditions de stockage sont expliquées dans les fiches de données de sécurité et par les fournisseurs des dits produits. Communiquer FDS au CSPS	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier


4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
66	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.		ENTREPRISE GENERALE	Durée chantier

	Déchets, gravats, tous produits non dangereux			
				
100	<p>Les entreprises evacueront au fur et à mesure leurs déchets hors de l'emprise pour ne pas obstruer les zones de travaux</p> <p>La zone devra être signalée et sécurisée par de la rubalise ou des barrières de chantier ou des filets de chantier de manière à éviter tout risque d'accident avec les tiers.</p> <p>Chaque rotation de la benne sera réalisée à l'aide d'un compagnon de manoeuvre.</p>		ENTREPRISE GENERALE Toutes entrep.	Durée chantier
28	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX Amiante <p>Etiqueter les déchets «amiante», avec le symbole réglementaire «a», quel que soit leur conditionnement.</p> <p>Transporter les déchets amiantés hors du lieu de travail aussitôt que possible dans des emballages appropriés et fermés, et les stocker à l'abri des intempéries.</p> <p>Les déchets amiantés de toute nature doivent être traités de façon à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.</p> <p>Etablir les bordereaux de suivi des déchets d'amiante pour chaque chargement. Ils doivent accompagner les déchets jusqu'à destination finale. Ces bordereaux devront être transmis au maître d'ouvrage.</p>	ENTREPRISE GENERALE	Entreprise générale	Avt arriv. Ent

4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Tous interv.	Toutes entrep.	Durée chantier
121	Enlèvement temporaire d'une protection collective L'enlèvement temporaire d'une protection collective est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. Définir et mettre en place ces mesures compensatoires lors de la réunion protections collectives.	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Avant interv.
118	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE : MESURES GENERALES Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalés par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.		Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

91	<p>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</p> <p>Faire vérifier l'ensemble des installations électriques provisoires de chantier par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - périodiquement, au moins une fois par an. <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu à l'article 55 du décret du 14.11.1988.</p> <p>Ensemble de l'installation électrique base vie, coffrets seront vérifiés par un bureau de contrôle agréé, avec copie d'une attestation de conformité sans réserve transmise au coordonnateur SPS.</p> <p>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</p> <p><u>Armoires, coffrets, prolongateurs</u></p>		ELECTRICITE	Durée chantier
				
111	<p>Sur demande écrite, le lot électricité fournira des coffrets de chantier (voir description ci dessous) ainsi que les PV de vérifications de l'organisme de contrôle au coordonnateur SPS.</p> <p>Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m, afin d'éviter une prolifération des enrouleurs ou rallonge au sein du chantier</p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 3 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé.</p> <p>Classé IP 65 Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain-pied dans les passages et escaliers. <u>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</u></p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89)</p>		ELECTRICITE	Durée chantier

4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
22	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 		Toutes entrep.	Durée chantier

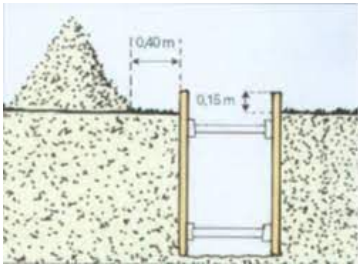


4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

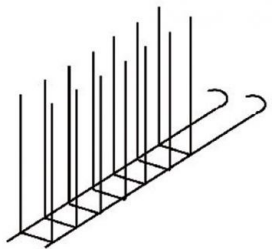

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
126	RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co-activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations. Ces moyens comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4). 	ENTREPRISE GENERALE	Titulaire du lot	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée




38	Moyens de protection collective Mettre en œuvre les moyens de protection collective destinés à : - L'abattage des poussières ; - L'aspiration des poussières à la source ; - La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ; - La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements. En assurer l' entretien et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation. Signalisation de la zone de l'opération - Interdiction d'accès	ENTREPRISE GENERALE	Maître d'oeuvre Titulaire du lot	Avt arriv. Ent
30	Mettre en place et entretenir une signalisation efficace de la zone de travaux amiante mentionnant : - L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante, - Le niveau d'empoussièrement estimé, - Les EPI obligatoires. Mettre en place et entretenir une condamnation de son accès par des dispositifs matériels. Confinement	ENTREPRISE GENERALE Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée interv.
98	Améliorer le confinement de la zone de travaux.	ENTREPRISE GENERALE Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée interv.
78	Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> Les mesures pendant l'opération : à proximité des rejets des extracteurs, en zone d'approche du personnel, en zone de récupération base vie, en zone d'approche du sas déchet, environnementales dans les locaux affectés aux travaux, ainsi que dans les locaux adjacents occupés et les zones de passage du public. La mesure dite de restitution 1, ou libératoire, effectuée avant la dépose du confinement. Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération.	ENTREPRISE GENERALE	Maître d'oeuvre Titulaire du lot	Durée chantier
29	Mesures d'empoussièrement dues par le maître d'ouvrage Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le maître d'ouvrage fait réaliser les examens visuels et mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Un 1er examen visuel de la zone de travaux ou d'intervention avant dépose du confinement ; Une mesure dite de fin de chantier amiante avant intervention des autres corps d'état ; Un 2ème examen visuel après la dépose du confinement. Les résultats de ces examens et mesures d'empoussièrement sont communiqués au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

47	<p>Rupture de confinement ou panne des extracteurs</p> <p>Conduite à tenir par l'entreprise en cas de rupture du confinement ou panne des extracteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêter immédiatement les travaux en cours • Demander à l'ensemble des entreprises d'évacuer le chantier • Prévenir le Maître d'Ouvrage, le maître d'oeuvre et le C. SPS • Réparer le confinement ou remettre en service les extracteurs • Effectuer les mesures environnementales d'empoussièrement • Provoquer une réunion avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises, et le cas échéant la DIRECCTE et la CARSAT avant toute reprise des travaux. 	ENTREPRISE GENERALE Titulaire du lot		Durée interv.
69	<p>Dépassement du niveau d'empoussièrement estimé</p> <p>Le niveau d'empoussièrement dépasse le niveau d'empoussièrement estimé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suspendre les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ; • Mettre en œuvre les moyens destinés à réduire le niveau d'empoussièrement ; • Contrôler à nouveau le niveau d'empoussièrement. <p>Les intervenants pourront retourner dans la zone de l'opération lorsque le niveau d'empoussièrement aura été réduit et sera conforme au niveau d'empoussièrement estimé.</p>			Durée chantier
44	<p>Dépassement du niveau 3 d'empoussièrement code du travail</p> <p>Le niveau d'empoussièrement dépasse le 3ème niveau fixé par le code du travail (Sup. à 25 000 F/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suspendre immédiatement les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ; • Interdire l'accès à toute personne dans les zones contaminées ; • Informer de ce dépassement le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises, la DIRECCTE et la CARSAT ; • Provoquer une réunion avant toute décision de reprise des travaux avec le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises, la DIRECCTE et la CARSAT. 			Durée interv.
65	<p>Dépassement du niveau d'empoussièrement code de la santé publique</p> <p>Le niveau d'empoussièrement dépasse le seuil fixé par le code de la santé publique (Sup. à 5 F/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suspendre immédiatement les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ; • Interdire l'accès à toute personne dans les zones contaminées ; • Informer de ce dépassement le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises ; • Informer de ce dépassement de seuil le Préfet, ainsi que les mesures prises pour y remédier ; • Provoquer une réunion avant toute décision de reprise des travaux avec le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le C. SPS, les entreprises. 	Maître d'ouvrage		Durée interv.


81	Découverte d'amiante en cours de travaux En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
97	Amiante conservé Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : "DANGER AMIANTE"	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
83	RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3) Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) : - Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulage ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...) - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail. L'entreprise établira : - un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP) - un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS. Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procédera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.	Titulaire du lot		Avant interv.
13	Plan de démolition, encapsulage ou retrait Transmettre votre plan de retrait aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP. Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ce plan en tant que de besoin.	ENTREPRISE GENERALE Titulaire du lot		Immédiat
	RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION			
				




106	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> de terre rapportée sur la zone de ses travaux de réseaux ou canalisations enterrés des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p> <p>Blindage</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Durée chantier
				
109	<p>Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p> <p>Moyens de franchissement : piétons - véhicules</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée interv.
				
128	<p>Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur.</p> <p>Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.</p> <p>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
				


11	<p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation</p> <p>Par exemple: barrières de chantier, filet de chantier ou barrières</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée interv.
	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE Armatures en attente			
				
43	<p>Les armatures en attente doivent être crossées ou munies de capuchons de protection .</p>		Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR			
	<p>Current report item is not supported in this report format.</p>			
5	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIERES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS			
				



54	Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m ²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m ²).	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES			
				
6	Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée interv.
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS			
				
87	Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention Echelles	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier
				



27	<p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention.</p> <p>Merci de privilégier les plateformes gazelle ou échafaudage télescopique TELETOWER</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
70	<p>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</p> <p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
23	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
37	<p>Remise du planning initial</p> <p>Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi, calendrier des travaux tout corps d'état avec le phasage associé</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	dés que possible
50	<p>Mises à jour du planning</p> <p>Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur SPS au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité. et des mesures complémentaires éventuelle de prévention.</p>	Maître d'oeuvre		Durée chantier
63	<p>Interventions simultanées</p> <p><u>Travaux superposés</u></p> <p>Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier

34	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. <p>Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
				
2	<p>Nuisances dues aux poussières</p> <ul style="list-style-type: none"> - ventiler les locaux hors d'air - humidifier les matériaux ou le sol - aspirer les poussières à la source - isoler la zone de travaux du reste des compagnons - port des EPI obligatoires <p>La voie de pénétration des poussières métalliques ou bois dans l'organisme est la voie respiratoire.</p> <p>Ces poussières génèrent une atteinte pulmonaire grave et invalidante qui n'apparaît en général qu'après plusieurs années d'exposition et son évolution se poursuit même après cessation de l'exposition.</p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

	Produits Chimiques			
				
95	<p>Omniprésents sur les lieux de travail, les produits chimiques passent parfois encore inaperçus. Pourtant de nombreux produits chimiques peuvent avoir des effets sur l'homme et son environnement.</p> <p>Colles, résines, fluides, diluants, dégraissants, colorants, peintures...</p> <p>Les produits chimiques sont présents dans tous les secteurs d'activités les effets à long terme peuvent être dévastateurs pour les personnes qui les utilisent mal.</p> <p>Merci de faire parvenir au CSPS les fiches de données de sécurité des produits que vous utilisez: colle, peinture....</p> <p>Coupure</p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée interv.
				
82	<p>Beaucoup de travaux nécessite d'utiliser des couteurs, des couteaux, des disques pour découper du carrelage, des scies circulaires pour les planches de coffrage</p> <p><u>Prévoir des lieux de travaux de découpe isolés du reste des compagnons: balisage de la zone d'intervention, proche d'une ouverture afin que les poussières s'évacuent plus rapidement.</u></p> <p>Il est important d'avoir une bonne position de travail et des équipements adaptés.</p> <p>> GANTS ANTI COUPURE DE NIVEAU 5</p> <p>> DES ETABLIS PLIANTS QUI SE REGLENT A LA BONNE HAUTEUR DE TRAVAIL,</p> <p>Travail par point chaud</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				

31	<p><u>Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud et décrire la procédure mise en place au CSPS</u></p> <p><u>TRAVAIL PAR POINT CHAUD =</u></p> <p>30% des incendies ont pour origine des travaux par points chauds</p> <p>Parmi ces différents types de travaux, on retrouve notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le soudage à l'arc électrique • Le soudage au chalumeau à gaz • L'oxycoupage • Le soudage au chalumeau de bande de bitume lors de travaux d'étanchéité • Le coupage • Le meulage <p>Ces travaux génèrent des projections incandescentes ou de la chaleur, qui peuvent enflammer des matières combustibles situées à proximité du lieu d'intervention....</p> <p>PAS DE MATIERE INFLAMMABLE A PROXIMITE</p> <p><u>EXTINCTEUR OBLIGATOIRE A PROXIMITE</u></p> <p>Travaux de soudure</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
41	<p>PERMIS FEU OBLIGATOIRE LORS DE REALISATION DE TRAVAUX DE SOUDURE</p> <p>Les travaux de soudure sont considérés comme étant des travaux à risque de part:</p> <ul style="list-style-type: none"> > Toxicité des fumées engendrées par cette activité > Source de chaleur= risque d'incendie travail par points chauds > Risque de brûlure Thermique et lésions oculaires <p>Merci de privilégier le travail sans aucune coactivité.</p> <p>Mettre en place une aspiration générale ou canalisée au moyen de point de captage sur torche ou un aspirateur mobile de captage des fumées, rideau de soudure pour le risque lésions oculaires graves.</p> <p><u>EXTINCTEUR OBLIGATOIRE A PROXIMITE</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée interv.

	Travaux générant de fortes nuisances : bruit			
				
67	Nuisances dues au bruit Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires (capotage, écran, silencieux, pièges à son etc.) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Port des EPI obligatoires Risques liés à l'utilisation de Nacelle , petits engins de chantier, chariot élévateur ...	Entrep. concernée Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée interv.
				
127	> Fournir les autorisations de conduite des compagnons et les contrôles périodiques des engins qui seront utilisés sur le chantier. Chariot élévateur, nacelle, mini pelle... > Lors de l'utilisation d'un engin de chantier de type Pelle ou autre , personne ne doit se trouver dans l'axe de rotation du bras durant la phase de travail ou à proximité d'un engin de chantier (angle mort très important) > Pour cela mettre en place une sécurisation du périmètre au moyen de rubalise, de filet de chantier visant à délimiter le champ d'action de l'engin > si nécessaire : mettre à disposition un compagnon de manoeuvre sécurisant les travaux	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
48	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise. Le prêt d'EPI aux visiteurs est assuré par l'intervenant de chantier concerné (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise).	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP			
				
39	<p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p> <p>Consignes d'utilisation des PEMP</p>	Entrep. concernée Tous interv. Toutes entrep.	Entrep. concernée Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
46	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir à disposition les autorisations de conduite, elles doivent pouvoir être présentées aux organismes de prévention compétents - diffuser les autorisations de conduite au CSPS - Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que de la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. 	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Avant interv.


5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER




5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
107	<p>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</p> <p>Plans</p> <p><u>Récolement des réseaux enterrés</u></p> <p>Nous communiquer les plans de récolement indiquant l'implantation et la nature des réseaux existants.</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>		Avant interv.


6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
89	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier. Numéros d'appel d'urgence - Cas général	ENTREPRISE GENERALE		Avt arriv. Ent
				
64	N° à composer : • SAMU : 15 ou 112 et le 114 (pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS à partir d'un téléphone fixe ou mobile). • Police ou Gendarmerie : 17 • Sapeurs pompiers : 18 PHARMACIE : HELLO PHARMACIE 130 Bd de l'Europe 69310 OULLINS -PIERRE BENITE Ouvert du Lundi au Samedi de 8H30 à 19H00 >Centre Hospitalier : Hôpital Lyon Sud Secteur 1A Admissions 165 Chem. du Grand Revoyet, 69310 Pierre-Bénite 0 825 08 25 69	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier
71	MOYENS D'ALERTE Téléphone mobile Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
130	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention des secours et pour diminuer le délai de leur intervention. Le chantier doit être clairement identifié et ses accès par les secours doivent être repérés et balisés. Si il y a lieu des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier dégagés en permanence et parfaitement circulables doivent être réservés aux secours.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

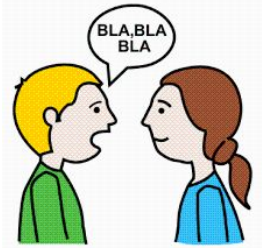
86	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier. Liste des SST	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
108	Fournir la liste des SST de votre entreprise, présents sur le chantier. Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier. Trousse des premiers soins	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
85	Veiller à ce que chaque équipe dispose d'une trousse de premiers soins dans un endroit connu de tous et accessible à tout moment. Le contenu de la trousse de secours sera vérifiée régulièrement, <u>elle se trouvera sur la zone des travaux ou dans la base vie</u> mais pas le camion	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
72	EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES Afin que toute personne blessée sur le chantier soit secourue dans les meilleures conditions, des consignes spécifiques au chantier pour l'alerte des secours doivent être établies et portées à la connaissance et appliquées par tous les intervenants du chantier. Affichage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				

61	<p>Afficher les consignes en cas d'accident grave et les différents numéros d'appels de secours auprès de chaque téléphone d'appel des secours.</p> <p>Un aide mémoire sera fournit en Annexe du PGC.</p>	ENTREPRISE GENERALE		Durée chantier
94	<p>EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES</p> <p>Les règles relatives au stockage et à la mise en oeuvre des produits inflammables doivent être impérativement respectées sur le chantier.</p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie doit être maintenu en permanence en parfait état de fonctionnement et régulièrement vérifié.</p> <p>Les procédures relatives au travail par point chaud doivent être respectées.</p> <p>Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, permis de feu et éventuellement colonnes sèches et service de sécurité en cas de risques ou contraintes spécifiques</p> <p>Lorsque l'analyse des risques met en évidence un risque important d'incendie une concertation avec les services de secours et de lutte contre l'incendie doit être organisée.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
123	<p>Consignes incendie stockage</p> <p>Stocker les produits inflammables hors des bâtiments , se référer aux prescriptions indiquées dans les fiches de données de sécurité</p> <p>Consignes incendie interdiction de fumer</p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
				
116	<p>Respecter et faire respecter l'interdiction de fumer sur le chantier en dehors des zones et abris réservés à cette fin.</p> <p>: Alcool et stupéfiant interdit sur le chantier.</p> <p>Point de rassemblement</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
				
80	<p>En cas d'incendie ou d'accident sur le lieu du chantier, le personnel doit évacuer et se diriger au niveau de l'entrée du chantier</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

Consigne incendie: Moyens de lutte				
				
124	Des moyens de lutte contre l'incendie appropriés en nombre et en nature adaptés aux risques devront être installés : - dans le cantonnement - à proximité immédiate des postes de travail par points chauds	ENTREPRISE GENERALE		Durée chantier

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
24	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5. Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
8	Sous-traitants Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités. Les sous-traitants seront soumis aux memes règles que leur donneur d'ordre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
15	Réponses aux observations du coordonnateur SPS Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmise, la compléter, et la lui retourner par mail. Langue Française	Entrep. concernée	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
40	Au sein de chaque entreprise, présence obligatoire d'une personne comprenant et parlant le Françaisle cas échéant le CSPS demandera à l'entreprise de sortir du chantier (il est important que toutes les personnes présentes sur le chantier puissent communiquer et que les paroles du CSPS soient comprises)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

112	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prenom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au nom et au prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.	Tous interv.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
32	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Coord.SPS Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

21	<p>Remise du PPSPS au coordonnateur</p> <p>Avant toute intervention faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.</p> <p>Le PPSPS est un document de travail et de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lors de son élaboration (MOE, C.SPS, Conducteur de Travaux etc...) - Sur le chantier (Salariés, autres entreprises etc...) - A la fin du chantier (analyse des modifications et propositions d'amélioration) <p>Le PPSPS doit comporter au minimum :</p> <p>1- Les noms et adresse de l'entreprise L'adresse du chantier et l'effectif prévisible Les noms et qualité de la personne chargée de diriger les travaux</p> <p>2 - La description des travaux et méthodes de travail phase par phase et poste de travail par poste de travail en faisant ressortir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'application des Principes Généraux de Prévention b) Les risques propres à l'activité en tenant compte des contraintes d'environnement, les moyens de prévention choisis pour combattre les risques restants c) Les travaux qui présentent des risques d'interférence liés à la coactivité avec d'autres entreprises, les risques réciproques et les moyens de prévention proposés <p>3 - Les mesures d'hygiène et locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tels que prévus dans le PGC</p> <p>4 - L'organisation des 1er secours de l'entreprise avec le matériel médical disponible, les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du PGC</p> <p>La partie description des travaux est la plus importante du plan ; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés au modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l'utilisation de substances ou préparations dangereuses, aux circulations et déplacements sur le chantier Les plans ou croquis remplacent avantageusement du texte</p> <p>Mise à jour du PPSPS</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
33	<p>Le PPSPS doit être l'objet de mises à jour en fonction de l'évolution des tâches sur le chantier les nouvelles versions sont à faire parvenir au coordonnateur SPS.</p> <p>Exemplaire au niveau de la base vie</p>	Coord.SPS Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
131	<p>Chaque entreprise devra laisser un exemplaire papier de son PPSPS au niveau de la base vie</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	durée du chantier
88	<p>INSPECTION COMMUNE</p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

119	Inspection commune obligatoire Prendre contact avec le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous d'inspection commune sur le chantier au moins 10 jours AVANT le début de l'intervention (sous traitant compris). Articles R4512-2 à R4512-5 du code du travail Sylvain THIBAUT Coordonnateur CSPS Chargé d'affaires Portable : 06.10.12.68.56 sylvain.thibault@apave.com Adresse: ZAC BERLIET 5,Rue Alice Guy-Blaché 69800 SAINT-PRIEST	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
113	DOCUMENTS Documents relatifs à la prévention des risques sur chantier Transmettre au coordonnateur les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> le plan d'installation de chantier le planning à jour des travaux les consignes de sécurité élaborées à l'occasion des travaux les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier 	ENTREPRISE GENERALE Maître d'oeuvre		Immédiat
55	Documents relatifs au DIUO Le DIUO est un dossier qui rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures normalement prévisibles. Vous voudrez bien nous faire parvenir dès que possible les documents tels que plans, schémas, notices techniques, consignes, etc... nécessaires à sa constitution.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation

8. ANNEXES

8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

8.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	DIRCE/SREXLYON/CGR 228 rue Garibaldi 69446 LYON CEDEX 03 France		0469166293 0469166376
Maître d'ouvrage personne physique	DIRCE/SREXLYON/CGR 228 rue Garibaldi 69003 LYON France	M. VIDAL Fabrice	0469166293 0664175276 0469166376 fabrice.vidal@developpement-durable.gouv.fr
Maître d'ouvrage délégué	DIRCE/SREXLYON/CGR 228 rue Garibaldi 69003 LYON France	M. VIDAL Fabrice	0469166293 0664175276 0469166376 fabrice.vidal@developpement-durable.gouv.fr
Maître d'oeuvre	ANTEA AGENCE RHÔNE ALPES MÉDITERRANÉE Parc du Lyonnais 392 Rue des Mercières 69140 RILLIEUX LA PAPE France	M. BORREIL Olivier	0437851960 0629353422 0437851961 olivier.borreil@anteagroup.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON EST 5 Rue Alice Guy Blaché 69800 ST PRIEST France	M. THIBAUT SYLVAIN	sylvain.thibault@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON EST 5 Rue Alice Guy Blaché 69800 ST PRIEST France	M. THIBAUT SYLVAIN	sylvain.thibault@apave.com

8.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETS DU RHÔNE 8-10 Rue du Nord 69100 VILLEURBANNE France	M. DDETS DU RHÔNE Section 1 UC 7	0472655850 ddets-uc7@rhone.gouv.fr
CRAM	CARSAT RHONE-ALPES (69) 26 rue d'Aubigny 69436 LYON CEDEX France	Mme CHAPUS Christine	0472919846 0616794914 0472919856 christine.chapus@carsat-ra.fr
OPPBTP	OPPBTP 69 LYON 45 AVENUE LECLERC 69007 LYON France	M. DULAC	0478373602 0617363047 0478376923 lyon@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

8.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

8.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

8.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	ENTREPRISE GENERALE	<i>Non désigné</i>							
02	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							

8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints en annexe du présent PGC.

8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Les documents de repérage des matériaux contenant du plomb communiqués par le maître d'ouvrage sont joints en annexe du présent PGC.

8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Fichier(s) en annexe

PIC CHANTIER


DHOL Centre d'entretien de PIERRE BENITE



annexe 1 plan masse et zones d'activités

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

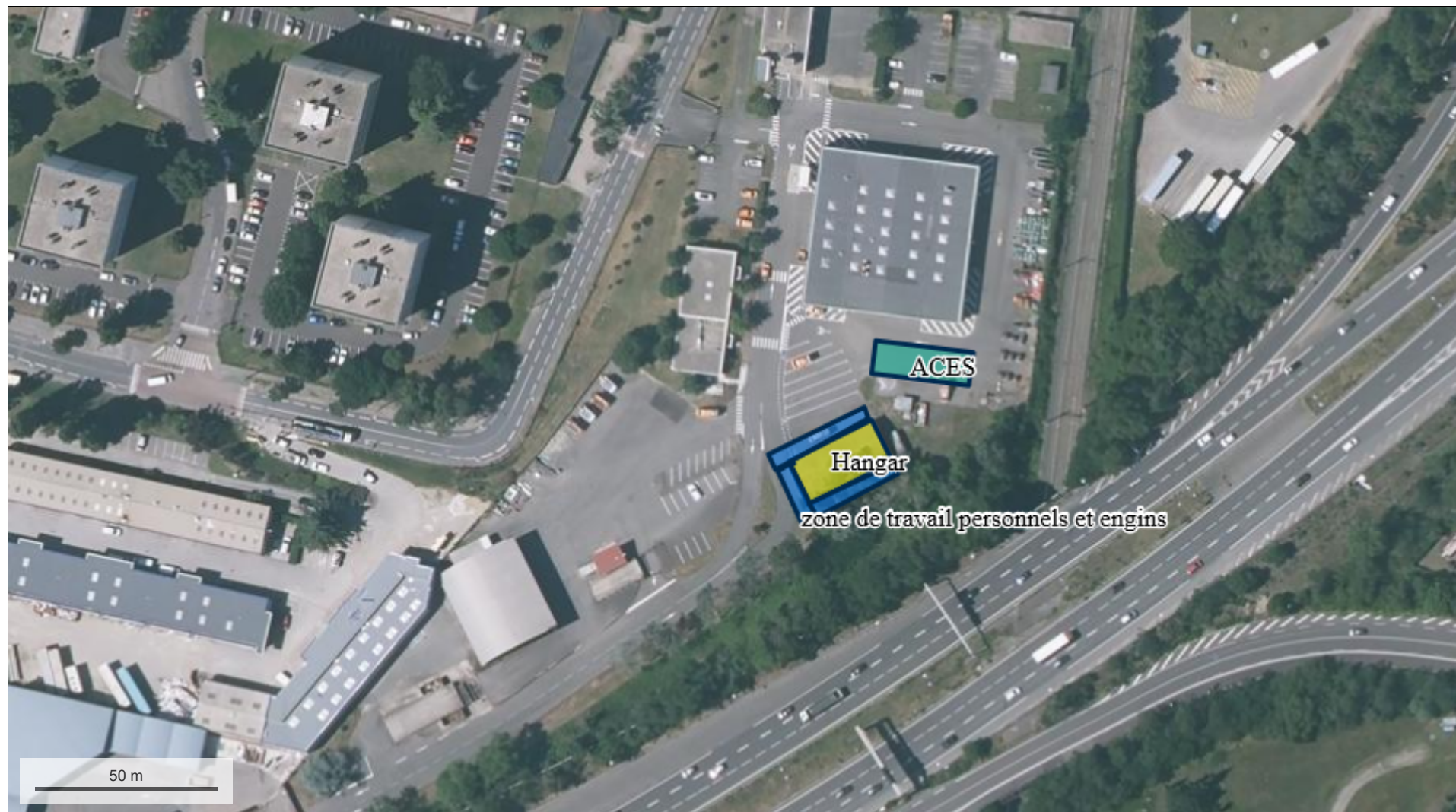


Légende:

-  Emprise chantier
-  Extension emprise ponton
-  Base Vie
-  Sens de circulation chantier
-  Agents pour la circulation

DCE			
Maître d'Ouvrage: DIRCE		Maître d'Œuvre	
<div> MINISTÈRE DU PARTENARIAT AVEC LES TERRITOIRES ET DE LA DÉCENTRALISATION <small>Loisirs Énergie Environnement</small></div> <div>Direction interdépartementale des Routes Centre-Est</div>			
PIERRE BENITE (69) Désamiantage et déconstruction du hangar « D » bâtiment modulaire			
Plan d'Installation de Chantier dans le Centre d'entr d'intervention de Pierre Bénite			
Date 28/02/2025	Éch: Sans	Indice A	D

plan masse et zones d'activité

© IGN 2023 - [www.geoportail.gouv.fr/mentions-](http://www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales)[legales](#)

Longitude : 4° 50' 02" E
Latitude : 45° 41' 49" N

	<h1 style="margin: 0;">D.H.O.L.</h1> <p style="margin: 0;">Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité</p> <p style="margin: 0;">(Application de la Recommandation R.476)</p>
--	--

Indice	Date	Objet des mises à jour	Nom du C. SPS APAVE	☎
01		Rédaction initiale - DHOL joint au PGC	Sylvain THIBAUT Coordonnateur CSPS	Portable : 06.10.12.68.56 sylvain.thibault@apave.com Adresse: 5, Rue Alice Guy-Blaché 69800 SAINT-PRIEST

Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS				
Adresse du chantier	Centre d'entretien et d'intervention de Pierre Bénite 59 chemin d'Yvours 69310 PIERRE BENITE		Coordonnées GPS	Longitude : 4° 50' 02" E Latitude : 45° 41' 49" N
Contraintes horaires de livraison	A définir : Horaire de chantier		Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS	
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)				Quai de chargement <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise						
Nom de l'entreprise				Adresse		
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons				Coordonnées du réceptionnaire	☎	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit :		PTAC :		Autres caractéristiques :	
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) : D max = m	Hauteur max zone déchargement (en mètre) : H max = m			
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :				
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :	
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)					
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier					
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur			Type :		
Signallement de co activités prévisibles le jour de la livraison	Description :					
	Mesures de prévention :					